



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTE-CORSE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°2B-2021-01-013

PUBLIÉ LE 22 JANVIER 2021

# Sommaire

## DDTM

2B-2021-01-22-001 - LEVEE DE L'INTERDICTION TEMPORAIRE DE LA PÊCHE, DU RAMASSAGE, DU TRANSPORT, DE LA PURIFICATION, DE L'EXPEDITION, DU STOCKAGE, DE LA DISTRIBUTION, DE LA COMMERCIALISATION ET LA MISE A LA CONSOMMATION HUMAINE DES COQUILLAGES EN PROVENANCE DE L'ETANG DE DIANA (3 pages)

Page 3

DDTM

2B-2021-01-22-001

LEVEE DE L'INTERDICTION TEMPORAIRE DE LA  
PÊCHE, DU RAMASSAGE, DU TRANSPORT, DE LA  
PURIFICATION, DE L'EXPEDITION, DU STOCKAGE,  
DE LA DISTRIBUTION, DE LA  
COMMERCIALISATION ET LA MISE A LA  
CONSOMMATION HUMAINE DES COQUILLAGES  
EN PROVENANCE DE L'ETANG DE DIANA



Délégation à la mer et au littoral  
Unité activités maritimes et littorales

**Arrêté n°**

Portant levée de l'interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l'expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et la mise à la consommation humaine des coquillages en provenance de l'étang de DIANA

LE PREFET DE LA HAUTE-CORSE  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le règlement 178/2002 du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

**Vu** le règlement 854/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine;

**Vu** le règlement 853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

**Vu** le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.232-1, R.231-35 à R.231-42 ; R.231 - 43, R.231- 47 à R.231-52, R. 231-53 à R.231-59 ;

**Vu** l'article L1311-4 du Code de la santé publique ;

**Vu** le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;

**Vu** le décret n° 84-428 du 05 juin 1984 modifié, relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

**Vu** le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990 modifié relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles et à la création des directions départementales des territoires et de la mer ;

**Vu** le décret du 07 mai 2019 nommant Monsieur François RAVIER, préfet de la Haute-Corse ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

**Vu** l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 28 mai 2019 nommant Monsieur François LECCIA attaché principal d'administration de l'Etat, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de la Haute-Corse ;

**Vu** l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 27 juin 2019 nommant Monsieur Laurent BOULET , ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, directeur départemental des territoires et de la mer de la Haute-Corse ;

**Vu** l'arrêté du préfet de la Haute-Corse PREF2B-2019-06-28-008 en date du 28 juin 2020 portant délégation de signature des actes administratifs à Monsieur Laurent BOULET, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, directeur départemental des territoires et de la mer de la Haute-Corse directeur départemental des territoires et de la mer de la Haute-Corse, à Monsieur François LECCIA, attaché principal d'administration de l'Etat, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de la Haute-Corse ;

**Vu** les résultats des analyses effectuées par le réseau de surveillance REPHYTOX dans la zone de production de l'étang de DIANA (bulletins d'information et d'alerte n° 2020-Dépt 13-83-06-2B-2A-002 du 07 janvier 2021 et n° 2020-Dépt 13-83-06-2B-2A-003 du 14 janvier 2021) ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer ;

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté N° 2B-2020-12-11 du 11 décembre 2020 autorisant la pêche, le ramassage, le transport, la purification, l'expédition, le stockage, la distribution et la mise à la consommation humaine des huîtres en provenance de l'étang de Diana est abrogé .

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Corse, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Haute-Corse, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Corse et notifié à la SARL Etang de Diana, la SCA Ste Marie de Diana, l'EARL Ile de Diana, le maire d'Aleria, le maire de Tallone.

LE PREFET

François RAVIER

**Liste des destinataires**

SARL ETANG DE DIANA

SCA STE MARIE DE DIANA

EARL ILE DE DIANA

DPMA

O.I.E.

DGAL

Préfecture de la Haute-Corse

Direction de l'agence régionale de santé de Corse

DDCSPP

IFREMER – LER/PAC

CRPMEM

M. le Maire d'ALERIA

M. le Maire de TALLONE

M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Corse